Le Monde libertaire - n°101
mai 1964
Fédération anarchiste

LENDEMAIN DE CONGRÈS: A FORCE OUVRIÈRE LES INCONDITIONNELS TRIOMPHENT...

«Que va devenir l'Union départementale Force Ouvrière?». Telle est la question que je posais dans notre dernier numéro. Le Congrès qui vient de se tenir a répondu très clairement a cette question: l'U.D.F.O. de la Région parisienne vient de rentrer dans le giron de la Confédération. Désirée par le Secrétariat confédéral, préparée par une bureaucratie vigilante aux écarts des hérésiarques et réalisée par un Parti socialiste qui forge un appareil électoral au sein duquel il réserve au syndicalisme asservi une place de choix, l'opération d'alignement a réussi! Cette *«réussite»* pèsera lourd dans les mois qui vont suivre, car la région parisienne formait un noyau vers lequel tous ceux qui, dans le pays, refusaient de se laisser *«molletiser»* avaient les yeux tournés.

Nous devons convenir que le débat fut clair. Le syndicalisme de lutte de classe devenait menaçant. La Confédération tolère, favorise même l'opposition en dentelle qui, après quelques coups de gueule qui confèrent l'estampille *«libre»*, rentre sagement dans le rang. Mais ne nous y trompons pas. Si *«les secrétaires»* ressortent la *Charte d'Amiens* tous les deux ans, c'est par pure opportunité. Ils n'y croient plus, tout au moins à sa première partie. Je vous défie bien, en dehors des congrès, d'en trouver la référence dans leurs discours et dans leurs écrits.

La Confédération ne pouvait pas tolérer un regain de ce syndicalisme traditionnel pour qui la *Charte d'Amiens* reste une réalité vivante, elle a mis le *«paquet»*.

La majorité du Congrès rassemblait tout ce que la région parisienne compte de politiciens socialistes aux dents longues, de syndicaleux aux reins fatigués, d'anarchistes repentis. Des querelles farouches avaient été momentanément mises en sourdine. Des alliances douteuses et éphémères avaient été conclues entre des permanents inamovibles dont la carte de visite est noircie par de multiples représentations, présidences, délégations, et les politiciens qui, groupés autour de Defferre, se préparent à la curée sans trop y croire. Ah! les braves gen! De l'ex-anarcho-syndicaliste Leray au socialiste Laurent, tout le ban et l'arrière-ban avaient donné. Le dimanche surtout, car ce jour-là, on votait. Le nouveau *«Pape»* présidait! Dame le district, s'il se développe, donnera suffisamment de fauteuils en velours rouge bordés de clous dorés pour recevoir les fesses devenues grasses des carriéristes syndicaux et politiques.

La bataille se livra sur deux formules. Celle de la minorité, qui réclamait le départ des responsables syndicaux des comités mis sur pied par le gouvernement pour *«embarquer»* le mouvement syndical dans la responsabilité de la politique économique gaulliste. Celle de la majorité qui, dans une phrase de son rapport, prenait acte de la démission du syndicalisme devant ses responsabilités historiques et prônait la politique de *«présence»*. Deux motions furent présentées. La minorité recueillit quatre cents mandats, la majorité un millier.

Les élections à la *Commission exécutive* devaient balayer tous les militants syndicalistes qui, depuis quelques années, mènent publiquement la lutte contre le syndicalisme de collaboration de classe et je me demande encore par quel miracle j'ai in extremis évité leur sort. Je me demande également comment une dizaine de militants, évidemment moins connus, ont réussi à passer à travers les mailles du filet et à être élus. De toute façon, il reste à la Commission exécutive un noyau décidé à sauver l'essentiel.

Aujourd'hui les dés sont jetés et le Bureau confédéral aura, à Paris, une direction inconditionnelle. Trop peut-être, car la majorité, donnant sa mesure, avait inséré dans sa motion un paragraphe *«gratiné»*, inacceptable même pour le Bureau confédéral, et je ne suis pas sûr qu'avant peu celui-ci ne soit amené à regretter cette victoire à la Pyrrhus.

Dans un exposé contestable sur certains points, mais où il s'est révélé un Secrétaire général, avec tout ce que ce mot suppose d'énergie, de souplesse et d'obstination, André Bergeron s'est élevé contre l'utilisation à des fins électorales de ce qui reste de valable dans le mouvement syndical. Ignore-t-il donc ou a-t-il feint d'ignorer, pour les besoins d'une cause discutable (l'élimination de la minorité de la région parisienne) que parmi ceux qui se pressaient autour de lui pour faire triompher sa politique, nombreux sont ceux qui l'ont dépassé et qui courent les préaux d'école à la recherche de voix pour le deuxième tour des élections municipales. En réalité, le Parti socialiste n'a pas renoncé à asservir Force Ouvrière. L'obstacle à cet asservissement, c'est le syndicalisme révolutionnaire. C'est la première partie de la *Charte d'Amiens,* et nous assistons aujourd'hui à un effort de ce parti pour réussir là où Jules Guesde lui-même avait échoué: écarter la *Charte d'Amiens,* éliminer le syndicalisme de lutte de classe.

La minorité s'est battue avec des moyens réduits. Elle a incontestablement échoué. J'avais, à la suite du Congrès confédéral, émis quelques suggestions. Elles ne sont restées que des suggestions. Mais il n'en est pas une de plus pressante à réaliser que la création d'un grand journal syndical. Un journal digne de ce nom. Un journal absolument différent de celui que les fédérations distribuent, car personne ne les achète. Un journal de classe, moderne dans son aspect, solide dans son écriture et intransigeant dans ses principes.

Maurice JOYEUX.